

R-02-2002

**Système d'information et d'évaluation
en économie sociale**

par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie
Patry, sous la direction de Juan-Luis Klein et
Jean Carrière

Novembre 2001

ISBN : 2-89276-222-9

PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : www.aruc-es.uqam.ca.

Benoît Lévesque
Directeur

Nancy Neamtan
Codirectrice

Mandat

Le Chantier d'action partenariale (CAP) évaluation et système d'information considère que son rôle consiste à documenter les chercheurs et partenaires de l'ARUC-Économie sociale de façon à permettre une évaluation juste et rigoureuse de l'économie sociale aux échelles macro, méso et micro. C'est pour cela que ses membres ont convenu d'explorer la possibilité de bâtir un système d'information en économie sociale le plus complet et global possible. La proposition de construire un système d'information en économie sociale vise à doter les acteurs et les chercheurs d'un ensemble d'informations quantitatives et qualitatives, sur l'économie sociale et son environnement économique et politique. Le système comprendra trois types d'informations :

- 1) Des données macro-économiques sur l'économie sociale mais pertinentes et nécessaires pour situer l'analyse de celle-ci dans un contexte plus large. Ces données seront colligées à partir des informations statistiques disponibles concernant la problématique socio-économique fournies par des sources gouvernementales (Statistiques Canada, MSSS, etc.) et à partir des données que d'autres organisations sont en train de colliger (CSMO, Groupe Québec-France, etc.) et avec lesquelles il faudra établir des protocoles d'échange. Dans la mesure du possible, ces informations seront agrégées aussi bien au niveau provincial qu'à l'échelle des régions. À ce niveau on trouvera aussi les cadres réglementaires, les programmes gouvernementaux, etc.
- 2) Des données méso économiques concernant certaines régions et villes qui ont procédé à des relevés d'information ou encore provenant d'organisations régionales et municipales telles les CRES et les CLD. On pourra aussi inclure à ce niveau les organisations, programmes et fonds qui accompagnent les organismes et entreprises d'économie sociale. Selon la disponibilité d'informations, certaines régions pourraient être davantage couvertes et servir de cas type.
- 3) Des informations micro-économiques concernant des études de cas soit d'entreprises ou d'organisations, de projets ou des actions qui concernent ou qui intéressent l'économie sociale. À ce niveau, on pourra inclure plus particulièrement les questions méthodologiques concernant l'évaluation des projets et des entreprises en économie sociale, c'est à dire la question des variables et des indicateurs nécessaires à l'évaluation en économie sociale.

À ces trois niveaux, on inclura la documentation sur les débats théoriques et conjoncturels au sujet de l'économie sociale, de sa place dans la société, de son potentiel social et économique. Des textes produits dans le cadre de l'ARUC par les chercheurs et les partenaires, ainsi que des textes produits ailleurs pourraient y trouver leur place et ainsi être mis en valeur. Bref, nous concevons ces systèmes d'information sur l'économie sociale comme un système souple de documentation, d'information et de débat, à l'image de ce que le groupe *Social Watch* a produit pour la problématique du développement à l'aide de son portail informatique.

Pour mieux planifier la construction de ce système, nous proposons en tout premier lieu la réalisation d'un inventaire des besoins des acteurs (universitaires, intervenants et organismes) et dans un second temps, de ce qui se fait en matière d'information et d'évaluation sur l'économie sociale. En même temps, par l'intermédiaire d'Internet et des travaux disponibles, nous inventorierons ce qui se fait ailleurs au Québec, au Canada et dans le monde, en ce qui concerne l'économie sociale, son évaluation et l'accompagnement des entreprises et groupes d'économie sociale. Trois assistantes de recherche travailleront entre les mois de juin et octobre à produire ce portrait complet sur la question.

En ce qui concerne les besoins, nous interrogerons les responsables de projet de l'ARUC. Nous examinerons aussi ce que ces acteurs ont et peuvent mettre à la disposition du système d'information en ce qui concerne leurs projets et organisations. Nous porterons une grande attention aux propositions de ces acteurs en ce qui concerne la nature et la forme et des contenus et des instances organisationnelles assurant le système d'information. Nous validerons leur intérêt à participer d'une façon formelle à l'élaboration du contenu du système d'information en économie sociale.

Table des matieres

<u>Introduction</u>	1
<u>1. Entrevues semi-dirigees et groupe de discussion</u>	2
<u>1.1 Methodologie</u>	2
<u>1.1.1 Entrevues semi-dirigees</u>	2
<u>1.1.2 Groupe de discussion</u>	2
<u>1.2 Les resultats</u>	3
<u>1.2.1 Objectifs generaux d'un systeme d'information et d'evaluation en ES</u>	3
<u>1.2.2 Contenu et forme d'un systeme d'information et d'evaluation en ES</u>	5
<u>1.2.3 Fonctionnement d'un systeme d'information et d'evaluation en ES</u>	6
<u>2. Conference a l'universite rurale du Quebec</u>	7
<u>3. Recherche Internet</u>	9
<u>3.1 Methodologie</u>	9
<u>3.1.1 Moteurs de recherche et requetes</u>	11
<u>3.1.2 Base de donnees</u>	12
<u>3.2 Resultats des recherches Internet</u>	16
<u>3.2.1 Bilan des sites Internet (Tableau I, p. 17)</u>	16
<u>3.2.2 Bilan des documents Internet sous-jacents (Tableau II, p. 22)</u>	21
<u>3.2.3 Bilan des sites Internet au Quebec (Tableau III, p. 25)</u>	24
<u>3.2.4 Bilan des documents sous-jacents au Quebec (Tableau IV, p. 31)</u>	30
<u>Conclusion</u>	34
<u>Bibliographie</u>	35
<u>Annexe I : Les mots-clés à ajouter au Thésaurus de l'OCDE</u>	36

Introduction

L'économie sociale reste un secteur de l'économie encore mal connu, qui gagnerait à se faire reconnaître auprès du grand public, des instances gouvernementales et des intervenants du milieu. De nombreuses actions sont initiées dans plusieurs milieux mais il semble qu'elles restent isolées. Le constat de ce manque de reconnaissance et de cet isolement serait la répercussion d'un manque de circulation de l'information à ce sujet. De plus, lors du Symposium sur l'évaluation en économie sociale le vendredi 2 mars 2001, les membres de l'ARUC ont soulevé l'importance de la notion d'évaluation en économie sociale. Les questions qui entourent cette notion sont de la plus grande actualité. L'évaluation constitue un des volets des programmes de développement.

Le Chantier évaluation sociale et systèmes d'information s'est vu confié le mandat de faire une étude sur la pertinence et la faisabilité de construire un système d'information et d'évaluation en économie sociale. Ce rapport présente donc les résultats d'une étude qui a été réalisée entre juin et octobre 2001.

La collecte des données s'est orientée selon trois axes. Tout d'abord, des entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de responsables des chantiers et de partenaires, de manière à identifier les besoins en matière de système d'information. Puis, un groupe de discussion réunissant des chercheurs et des partenaires de l'ARUC a été organisé : ce groupe de discussion avait pour but, d'une part, de confronter les résultats obtenus par les entrevues semi-dirigées auprès des acteurs et, d'autre part, d'identifier plus spécifiquement les objectifs, les thématiques et l'organisation du système d'information et d'évaluation à mettre en place. Ce projet a également été présenté dans le cadre l'Université rurale québécoise afin de valider et de tester les résultats de la recherche et de manière à élargir le spectre des personnes auxquelles nous avons présenté le projet. Dans un troisième temps, une recherche documentaire sur Internet a été effectuée afin de réaliser une base de données opérationnelle et de dresser le portrait de l'économie sociale sur Internet. Pour chacune des parties, est mise en évidence la méthodologie employée puis la présentation des résultats. Enfin, une proposition d'un observatoire en économie sociale pour le Québec compose la dernière partie de ce rapport.

1. Entrevues semi-dirigées et groupe de discussion

La collecte de données par les entrevues semi-dirigées et par la constitution d'un groupe de discussion avait pour objectif de recueillir les attentes, identifier les besoins, entendre les propositions et discuter de l'implication des chercheurs et des acteurs du milieu face à la création d'un « Observatoire en économie sociale au Québec ».

1.1 Méthodologie

1.1.1 Entrevues semi-dirigées

Des entrevues semi-dirigées ont été menées, en juin et juillet 2001, auprès de deux organismes « terrain » (FTQ et le Regroupement des Ressourceries du Québec), et de deux responsables de chantiers d'activités partenariales (Loisir et Tourisme social et Logement communautaire). D'une durée de 40 à 45 minutes, elles se sont déroulées à l'aide d'un schéma d'entrevue structuré autour de quatre pôles : le rôle, la forme, le contenu et l'intérêt face à un système d'information et d'évaluation en économie sociale. Le rôle de l'observatoire se présentait sous la question de définir le concept d'observatoire. Puis, on cherchait à identifier les thèmes, le contenu souhaités par les intervenants en posant une question ouverte, laissant place à toutes les idées. La forme a aussi été abordée afin que le système d'information soit le plus utile pour eux. Enfin, on a questionné le répondant à propos du rôle potentiel des acteurs au sein d'un projet comme un observatoire et dans cet élan, l'interviewé exprimait son degré d'intérêt.

1.1.2 Groupe de discussion

Deux groupes de discussions étaient prévus afin de valider les résultats des entrevues semi-dirigées et d'établir plus spécifiquement les objectifs, les thématiques et l'organisation du système d'information et d'évaluation à mettre en place. Quarante-cinq personnes, chercheurs et partenaires à l'ARUC, ont reçu des lettres d'invitation par courrier et courriel. Sur quatorze réponses, huit furent positives tandis que deux se proposaient de participer à distance. C'est pourquoi, un seul groupe de discussion, composé de chercheurs et partenaires, a finalement eu lieu le 14 août 2001 à l'ARUC, de 18h à 20h. Sur les huit participants, cinq représentaient les partenaires du milieu (CSMO, Fondation, CEDEC Centre-sud et la Coalition des organisations communautaires pour le développement de la main d'œuvre), deux provenaient des universités UQAM et UQAC, et un participant y assistait à titre de coordonnateur de l'ARUC-économie sociale. Cette séance s'est déroulée en quatre étapes. Tout d'abord, un responsable du Cap Évaluation et système d'information a introduit cette séance en leur présentant le projet « Observatoire sur l'économie sociale », l'équipe de recherche et l'objectif du groupe de discussion. Ensuite, les résultats et les premiers constats de recherche ont été exposés par la coordinatrice du projet afin de montrer l'avancement et le cheminement de la recherche. À partir de ce constat, des questions furent soulevées par l'animateur de manière à amorcer la discussion.

1.2 Les résultats

1.2.1 Objectifs généraux d'un système d'information et d'évaluation en économie sociale

Légitimer et valoriser l'économie sociale

Le premier constat met en évidence le fait que l'économie sociale reste encore un secteur ignoré pour une partie de la population. Trop souvent méconnue ou mal connue, l'économie sociale doit faire valoir sa conception de développer une économie fondée sur autre chose que seulement sur le profit. Depuis quelques années, nombreux sont les projets d'utilité sociale et les initiatives d'économie sociale à s'être développées. L'État, les organismes et acteurs de l'ÉS se sont associés ensemble et ont multiplié les partenariats. Néanmoins, il reste que l'information concernant ces initiatives et ces partenariats circule peu : il y a un manque certain de visibilité. L'objectif essentiel reposerait alors sur le besoin et la nécessité actuelle de légitimer et valoriser l'économie sociale. Le site Internet est une manière de répondre à cet objectif en ce sens qu'il apporte une visibilité à l'économie sociale en permettant la mise en évidence des actions et initiatives menées.

« Le système devra devenir un facilitateur et légitimer l'idée de l'ÉS et permettre sa valorisation. Il y a une démonstration politique, économique et sociale à faire.»

Commentaire de Richard Pitre, CDEC Centre-sud.

Mise en réseau de l'information

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, un besoin de diffusion de l'information se fait ressentir pour arriver à une reconnaissance de la réalité de l'économie sociale. Ce lieu de diffusion doit être pensé aussi comme un lieu d'échange. La mise en réseau de l'information et des acteurs s'avère incontournable pour faire avancer la réflexion et la reconnaissance de l'économie sociale. L'urgence se fait ressentir de restituer la diversité de ces actions pour permettre la comparaison des approches, des différentes expériences. Bien que des efforts concernant l'accès et la restitution de l'information aient été fournis par les acteurs et les chercheurs, ces expérimentations s'échangent encore trop peu. Ce système d'information serait pertinent dans la mesure où il contribuerait fortement à l'échange de savoir-faire, la transparence des actions menées et l'appropriation de l'évaluation et des procédures par les acteurs, la population. Il est à penser comme un outil d'échange et de transfert rapide de l'information et pourrait constituer un véritable lieu d'échange, de diffusion et de débat à condition qu'il réponde aux attentes des acteurs concernés, qu'il soit utile pour eux.

« L'observatoire devient un outil de réseautage, de la plasticine qui donne la chance de créer une dynamique autour d'un objet commun pour atteindre des objectifs par l'échange d'informations et la connaissance du milieu. Tisser des liens à cette occasion, faire une action commune autour d'un projet commun. Le CAP système d'information et d'évaluation sociale peut susciter une telle dynamique de réseautage chercheur –milieu. » - Gaëtan Beaudet, dir. général du CSMO-ésac.

Dresser un portrait de l'économie sociale au Québec et de son évolution

De prime abord, la réponse instinctive à la question du contenu que les personnes interrogées souhaiteraient retrouver de manière à ce que ce soit utile pour elles, est de toute évidence la totalité de tout ce qui se fait et ce qui se dit sur l'économie sociale. Mais à bien considérer les choses, il en ressort que ce système d'information et d'évaluation doit avoir comme priorité l'économie sociale au Québec. La plupart ont insisté sur le fait qu'il serait nécessaire de dresser un portrait de la réalité de l'économie sociale au Québec afin de mieux comprendre et analyser les principes et les enjeux qui gravitent autour de ce secteur et de mieux saisir son évolution. À ce propos, il semble aussi indispensable de suivre son évolution afin d'orienter les priorités gouvernementales et faire comprendre que l'économie sociale est un enjeu politique, économique et social. Ce portrait ne doit pas être une « encyclopédie », un amas d'informations non structuré : il se doit d'être organisé de manière à faire ressortir certaines priorités.

« Il ne faut pas que ça dépasse juste le patchwork d'informations, il faut qu'il y ait un plan de recherche, un plan d'analyse »

Commentaire de Marie Bouchard, professeur au département organisation et ressources humaines et responsable du CAP Logement communautaire.

Mise en commun des outils d'évaluation

L'évaluation est un concept souvent abordé par les personnes rencontrées. Elle se situe, en effet, en plein cœur des préoccupations actuelles des acteurs de l'économie sociale. Enjeu fondamental dans le processus de reconnaissance et de légitimité de l'ÉS, les démarches d'évaluation doivent permettre de rendre compte des actions menées, de mieux saisir les retombées et impacts socio-économiques de ce secteur sur les organisations et la société en général, d'amorcer de nouvelles initiatives, de pérenniser des actions et projets concluant et d'obtenir des fonds. Actuellement, il est possible de mesurer les retombées économiques de l'économie sociale – nombre d'emplois directs par exemple – par contre les retombées sociales sont beaucoup moins évidentes à évaluer. Les indicateurs correspondants ne sont pas encore suffisamment établis. L'évaluation sociale constitue donc un véritable enjeu pour ce secteur. La nécessité de mettre à disposition des données concernant l'évaluation sociale, des données statistiques et des indicateurs sociaux et économiques est constamment évoquée. Le manque d'outils d'évaluation sociale se fait donc ressentir. De plus, lorsque que ces instruments existent, ils ne sont généralement pas diffusés. Ce manque de diffusion peut conduire non seulement à une perte de temps et d'argent mais aussi à une absence de débat et de clarification autour de cette question. En effet, à quoi ça sert d'investir du temps et de l'argent dans des démarches qui ont déjà été investies par d'autres? La connaissance de démarches et d'outils similaires permettrait d'éviter ce genre de duplication d'action et d'amorcer un débat autour de l'utilisation de ces indicateurs. En somme, la mise en commun des outils d'évaluation pour permettre aux acteurs d'être plus efficaces dans leurs opérations est une demande qui revient souvent. Bien qu'elle soit vivement souhaitée, il n'en demeure pas moins que certaines réserves sont émises quant aux modalités de partage de ce type d'information.

Informé sur ce qui se passe ailleurs dans le monde en économie sociale

Bien que la priorité soit axée sur l'ÉS au Québec, la perspective internationale est à envisager. Dans un contexte d'internationalisation, il est important de savoir ce qui se fait ailleurs dans le monde. La connaissance d'expériences innovantes dans les autres pays peuvent inciter à promouvoir de nouvelles approches. Les outils et méthodes développés en ÉS notamment en évaluation peuvent apporter de nouvelles perspectives. Enfin, face à la mondialisation actuelle de l'économie et dans l'optique d'une solidarité internationale plus affirmée, ce système d'information pourrait permettre de renforcer les liens entre le Québec et les autres pays et de faire connaître davantage l'ÉS québécoise au niveau international.

1.2.2 Contenu et forme d'un système d'information et d'évaluation en économie sociale

Le contenu

Par rapport au contenu, elles souhaitent retrouver des données à la fois générale et à la fois ciblée. D'une part, des données générales et théoriques sur l'économie sociale et ce qu'elle recouvre sont à concevoir à travers des descriptions, des définitions, des recherches. Ces données permettraient de débattre des enjeux actuels de l'économie sociale ; de resituer chaque action, expérience dans un contexte beaucoup plus global ; de dresser un portrait de l'économie sociale au Québec ; enfin d'y voir les effets structurants. D'autre part, des données spécifiques et sectorielles doivent être présentes pour faciliter la recherche voir l'étendue de l'économie sociale. Des personnes ont émis l'idée de combiner des thématiques d'ordre vertical à savoir les grands secteurs économiques avec des thématiques horizontales, comme par exemple la précarité de l'emploi. À cela s'est ajoutée la nécessité de se pencher davantage sur les problématiques du terrain. Des méthodes seraient alors à privilégier : une méthode par induction de ce que les gens font et une méthode par déduction de ce qui est un concept opérationnel. Afin de connaître et de comparer les expériences, il est important de privilégier une place aux études de cas et aux diverses expériences. Dans le contenu, il est impératif de retrouver des outils méthodologiques et des grilles d'analyse sur l'évaluation sociale, des données statistiques sur l'économie sociale au Québec et des indicateurs sociaux accompagnés par des réflexions théoriques sur leur utilisation et leur pertinence de manière à amorcer des débats sur les choix à effectuer. Il semble qu'il serait aussi nécessaire de prendre aussi des mesures ailleurs que dans l'ÉS, dans les autres sphères. Par ailleurs, ce choix de thématiques doit s'opérer à travers une approche de transversalité des savoirs et laisser une large place à l'environnement social, économique et politique. Entre d'autres termes, des données indirectement liées à l'ÉS doivent être prises en considération car elles contribuent à sa compréhension : les personnes consultées ont ainsi exprimé la nécessité de recourir à des données concernant le domaine politique et juridique de diverses sources.

La forme

Les personnes du milieu ont souvent mentionné leur manque de temps de lecture et d'analyse de l'information ainsi qu'une recrudescence et une multitude de données qui finalement entraîne une non-information. C'est pourquoi, l'information contenue dans ce site doit être synthétiser. Elle peut être fournie sous forme de résumé ou synthèse avec la possibilité d'accéder par la suite à l'information intégrale. Des synthèses-critiques d'ouvrages tels des

readers peuvent être envisagées. La proposition de créer une veille sur les différents secteurs de l'économie sociale et sur l'actualité sociale est récurrente. Elle permettrait en effet de se tenir au courant des actions et prises de décision qui peuvent être à la source d'enjeu et de changement pour l'ÉS. Privilégier un lieu de débat, style forum ou lister, n'est pas une idée partager par tous. Certains y voient des difficultés de gestion tandis que d'autres estiment que la création d'un tel espace permettrait de faire avancer le débat sur l'économie sociale. La conception d'un guide annuel s'avèrerait utile surtout pour les acteurs du milieu : ils se plaignent souvent de ne pas trouver ou de perdre du temps à rechercher à contacter une personne.

1.2.3 Fonctionnement d'un système d'information et d'évaluation en économie sociale

Le partenariat et la participation

Les partenaires du milieu sont intéressés à collaborer. Néanmoins, ils attendent de connaître les modalités de partenariat. Le temps et le budget à y consacrer sont considérés comme des contraintes à prendre en compte dans ces processus. Le milieu est continuellement sollicité pour des partenariats divers. Des choix s'opèrent alors en tenant compte de l'utilité et de la pertinence des projets. L'interactivité ne peut donc se réaliser qu'en définissant clairement les modalités de partenariat.

« Les gens de terrain doivent avoir des arguments solides auprès de leur conseil d'administration pour justifier leur participation. De plus, les entreprises d'économie sociale sont beaucoup sollicitées pour plusieurs projets. Afin d'investir adéquatement, les acteurs doivent libérer du temps ce qui peut constituer une contrainte pour eux si on ne démontre pas clairement la pertinence de participer et d'utiliser un tel outil. »

Commentaire de Michel Séguin, directeur général du Réseau des ressourceries du Québec.

La gestion logistique et financière

Concernant la gestion logistique et financière, des questions néanmoins restent ouvertes et sans réponse pour le moment. Comment peut-on à moyen et à long terme alimenter le site Internet sur l'économie sociale? La collecte d'information en économie sociale consiste en un travail énorme à faire. Qui serait en charge de trier les informations récoltées? Même si ce système d'information se veut interactif, il est nécessaire de prévoir un dispositif de gestion logistique. Il en va de même pour le financement de ce site. Qui financerait la construction d'un site Internet sur l'économie sociale et le maintien des opérations? C'est un défi de faire durer dans le temps le site Internet, faut-il solliciter l'intervention du gouvernement?

2. Conférence à l'université rurale du Québec

Du 9 au 14 septembre 2001, s'est tenu dans la MRC de Manicouagan et de la Haute-Côte-Nord, l'Université rurale québécoise. Le CAP-Système d'information et évaluation a répondu à l'invitation des organisateurs de cet événement à venir présenter le projet d'« observatoire en économie sociale » et a participé à l'Itinéraire 1 du mercredi 12 septembre 2001, intitulé « L'économie sociale, qu'est ce que ça donne ? ». Cet atelier proposait une réflexion sur la place de l'économie sociale dans le développement rural et sur la façon de l'évaluer. Le projet de système d'information et d'évaluation fût exposé devant une quarantaine de personnes représentant divers organismes et, à l'instar du groupe de discussion organisé au mois d'août à Montréal, les objectifs que le CAP poursuivait étaient de recueillir leurs commentaires, leurs suggestions et de voir leur intérêt face à un tel projet. Nous voulions ainsi cibler les besoins et les attentes, les priorités, les thématiques à couvrir et connaître la vision du fonctionnement du système d'information et d'évaluation à partir des préoccupations d'acteurs « moins liés » au projet de l'ARUC-Économie sociale.

La séance, qui a réuni majoritairement des agents de développement des CLD et des SADC ainsi que des représentants d'institutions d'enseignement supérieur nationales et outre-mer et des groupes communautaires, comprenait trois exposés, d'une durée approximative de 20 minutes. Dans un premier temps, un représentant du Chantier de l'économie sociale a expliqué l'évolution de la notion d'économie sociale au Québec. Selon lui, l'économie sociale comprend des activités de production de biens et de services allant du bénévolat à l'action communautaire. Entre ces deux pôles se situe l'entrepreneuriat social et c'est sur cet aspect particulier du spectre des activités que se penche actuellement le Chantier de l'Économie sociale. Ensuite, le responsable du CAP-Système d'information et d'évaluation de l'ARUC a succinctement positionné le mandat du CAP et a contextualisé le projet d'un observatoire à partir des conclusions du Symposium du 24 mars 2001. En dernier lieu, les résultats préliminaires de la présente recherche ont fait l'objet d'une intervention de la part d'une des assistantes de recherche.

Lors des échanges avec l'auditoire, peu de commentaires ont été émis sur le projet d'observatoire en tant que tel : les préoccupations, les questions et les commentaires se sont plutôt tournés vers l'intervention du représentant du Chantier de l'Économie sociale. Ceci s'expliquerait par le fait que, d'une part, les agents de développement sont aux prises avec des problèmes d'ordre pragmatique touchant tout simplement la définition de l'économie sociale, d'autre part et en conséquence, ils ont des programmes et des budgets à gérer avec des normes et des lignes directrices précises, d'où leur intérêt marqué envers les propos du représentant du Chantier de l'Économie sociale. Toutefois, nous pouvons retenir quelques indications sur la pertinence de la mise en œuvre d'un tel outil. Entre autres, les interlocuteurs nous ont fait part de leur intérêt face à un site qui leur permettrait d'économiser du temps lors de leurs recherches d'information et de données. Ceci constitue un point fondamental et qui est en corrélation avec les commentaires qui ont été émis lors des entrevues et du groupe de discussion. De la même manière, les données intégrées au système d'information et d'évaluation devraient permettre des comparaisons entre les différents territoires (données micro, macro et méso; données locales, régionales, nationales et internationales) ainsi que des comparaisons sectorielles. Ce point a été aussi fait l'objet de consensus lors des rencontres précédentes de l'équipe de recherche avec d'autres intervenants. Finalement, le fonctionnement du site devrait permettre un aller-retour facile entre les pages citées en référence hyperliens et la page de départ du système d'information et d'évaluation du CAP, et

ce, dans le but d'éviter que « l'on se perde à l'intérieur de la toile » et la perte de temps. En ce qui à trait à nos autres questions touchant le contenu, la participation potentielle des organismes à l'élaboration et à la gestion du site, à leur utilisation potentielle du système d'information et d'évaluation, nous devons retenir que, malgré le peu de commentaires recueillis lors de la rencontre, les personnes rencontrées se disent intéressées, mais dans la mesure où un projet plus concret leur serait présenté. En effet, lors de discussions informelles avec ces mêmes participants, quelques-uns nous ont transmis leurs coordonnées afin qu'ils soient contactés lorsqu'un prototype du système sera accessible ou à l'essai. C'est à ce moment qu'ils considèrent qu'ils seront le plus habilités à fournir au CAP-Systeme d'information et d'évaluation des commentaires adéquats et appropriés sur l'apport de l'outil proposé à leur travail et à leur situation.

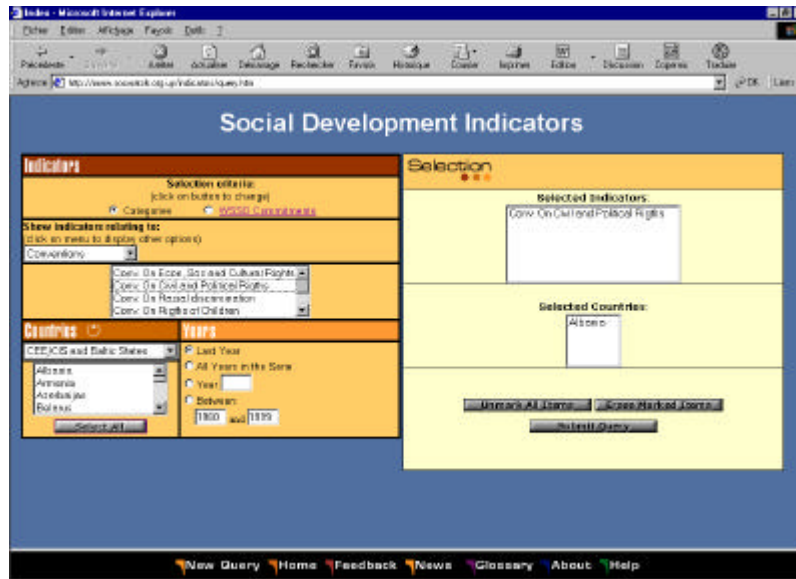
3. Recherche Internet

Le but de la recherche sur Internet visait à recenser ce qui est disponible presentement comme information sur l'economie sociale de maniere a en esquisser un portrait global. Cette partie se propose d'expliquer tout d'abord, la methodologie de recherche employee, puis de mettre en evidence les resultats obtenus.

3.1 Methodologie

La recherche preconisait la collecte de donnees macro-economiques, meso-economiques et micro-economiques. Le mandat fut, par la suite, quelque peu modifie en vue d'un prototype de systeme d'information sur l'economie sociale qui soit directement operationnel. Il s'est alors avere necessaire de monter une base de donnees a partir de mots-cles qui puisse etre reutilisee directement par les concepteurs du site. Pour ce faire, l'utilisation du thesaurus de recherche de l'OCDE fut privilegiee. Pour creer une base de donnees avec de l'information pertinente qui reponde aux besoins des usagers, il est necessaire de partir d'une definition de l'economie sociale selon les contextes nationaux et les expressions utilisees. L'etude comparative internationale realisee par le Comite sectoriel de main d'oeuvre de l'economie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC) intitulee *L'economie sociale et solidaire en Europe et dans les Ameriques* nous a servi de point de depart. Notre recherche s'est surtout concentree sur le Canada, l'Europe et avec une priorite sur le Quebec. Pour se faire une idee du contenu et de sa presentation a concevoir, nous avons examine les portails Cybergéo et Social Watch. Le portail Social Watch (<http://www.socialwatch.org/>) se divise en plusieurs volets : rapports nationaux, rapports thematiques, indicateurs de developpement social, publications, recherche, glossaire, calendrier international. Il est particulierement interessant pour les thematiques axees sur l'environnement social et pour la maniere dont il presente et structure la recherche sur les indicateurs de developpement social. En effet, l'utilisateur est invite a effectuer un certain nombre de choix concernant un indicateur avec des categories et sous categories selon le pays et l'annee.





Cybergéo (<http://www.cybergegeo.presse.fr/revgeo.htm>) est une revue européenne de géographie en ligne. Elle est « conçue pour permettre une communication plus rapide de la recherche et pour promouvoir une discussion plus directe entre auteurs et lecteurs. Dans le but d'élargir l'échange des idées, des méthodes et des résultats, elle s'adresse aux géographes d'Europe qui peuvent choisir de s'y exprimer dans leur langue. Elle garantit un bon niveau scientifique des communications en les soumettant à un comité de lecture international. Elle permet aussi la libre expression en s'accompagnant de forums de discussion et de listes de diffusion. Elle offre un accès facile aux articles grâce à un système de rubriques et de recherche par mots-clés. À côté de la revue, une rubrique "services" propose diverses informations sur la géographie (bases de données, sites Web, sommaires des revues...). » Dans cette rubrique, il est possible d'effectuer une recherche par thème des sites retenus par Cybergéo. L'organisation de cette recherche est intéressante puisque ces thèmes définis par les rubriques de Cybergéo comme par exemple « Politique, culture et représentation » regroupent des sous thèmes concernant plus particulièrement la forme, à savoir classement thématique, revues, carnets d'adresses et forum de discussions.





Les postulats de base de la recherche reposent, en ce qui concerne ses destinataires, sur le principe d'un site qui se veut démocratique, ouvert à un large public et aussi sur les possibilités d'interactivité. Il est à noter que cette recherche se veut non-exhaustive. Avec le temps qui nous était imparti, à savoir quatre mois, nous avons essayé de couvrir le plus possible de thèmes. Des limites linguistiques sont à signaler : nous ne disposions que des langues française et anglaise.

3.1.1 Moteurs de recherche et requêtes

La procédure de recherche comprend plusieurs étapes. Dans un premier temps, il a fallu tester différents moteurs de recherche. La requête « économie sociale » sur les moteurs de recherche « Google » et « Yahoo » a donné une multitude de résultats, soient 28 200 pour « Google » et 6150 pour « Yahoo ». L'utilisation d'un moteur de recherche plus performant, Copernic pro 2001, s'est alors avéré nécessaire. Les différentes requêtes ont été effectuées à partir des mots-clés tirés des définitions, des concepts et des indicateurs recouvrant l'économie sociale en général, des thématiques des chantiers de l'ARUC ainsi que des sujets énoncés lors des entretiens. Les concepts et les thèmes ont été croisés entre-eux pour élargir le spectre des domaines investigués.

Tableau 1 : les mots-clés

Concept lié à l'ÉS	Thèmes
économie sociale	communauté autochtone
action communautaire	communauté culturelle
bénévolat	développement durable
entreprise sociale	développement local
organisme communautaire	développement régional
secteur à but non lucratif	emploi
tiers secteur	évaluation sociale
	femme
	indicateur
	insertion
	loisir et tourisme social
	logement communautaire
	service aux personnes

Les différentes requêtes et ses résultats sur Copernic sont répertoriées ci-dessous :

- Action communautaire : 52
- Économie sociale : 39
- Évaluation sociale : 54
- Évaluation et entreprise en économie sociale : 52
- Organisme communautaire et Québec : 152
- Secteur à but non lucratif : 52
- Tiers secteur : 49

Requête par thème

	(...) et Économie sociale
emploi	30
insertion	118
logement	49
évaluation	39
indicateurs	39
loisir et tourisme social	20
service aux personnes	42
développement durable	42
rural	52
autochtones	38

Il est important de signaler que les résultats de ces requêtes sont assez élevés mais que finalement après évaluation, on se retrouve avec un nombre limité de réponses. Cette diminution s'explique d'une part, par la redondance de certaines informations collectées par différents moteurs de recherches et d'autre part par leurs manques de pertinence. De surcroît, les mêmes informations peuvent se retrouver dans des requêtes différentes. Ce qui fait qu'au total il y a environ une perte approximative de 50%. De plus, la recherche ne s'est pas réduite à la simple utilisation de Copernic. Les résultats ont, par la suite, été refouillés et par effet « boule de neige », en ont redonné d'autres. En effet, un site propose généralement des hyperliens. Se faisant, les informations ont été classées dans un tableau Excel selon une certaine « politique de remplissage », décrite ci-dessous, de manière à ce qu'elles soient réutilisées facilement par les concepteurs du système d'information.

3.1.2 Base de données

Ce tableau, réalisé en collaboration avec un spécialiste de la conception de système d'information, membre de l'équipe de l'Atlas du Québec et de ses régions à l'UQAM, permet de créer une base de données opérationnelle pour la création du site en tant que tel. Il s'organise autour de 14 entrées horizontales.

Tableau 2 : La base de donnees

Catégorie et type de document	Organisme	Initiateur du site (public, parapublic, universitaire, osbl, privé)	Forme	Lien direct	Niveau 1 ou 2 (1=site Internet et 2=document sous-jacent)	Date de saisie	Période de mise à jour	Classement OCDE	Description	Pertinence (2, 1,0)	Échelle (Macro, Méso, Micro)	Région	Étude de cas
économie sociale	ARUC	universitaire	Site WEB	www.aruc-és.quebec.ca	1	5/06/2001	2001	Economie sociale	Centre de recherche...	1	Macro	Canada>Quebec	

Catégorie et type de documents

La première colonne permet de classer le site ou le document sous-jacent selon des catégories préalablement établies. Ces catégories sont regroupées sous les cinq thèmes généraux suivants :

- Économie sociale
- Organisation sociale
- Action sociale et activité sociale
- Évaluation
- Environnement économique et social

Le thème *économie sociale* correspond aux sites Internet et aux documents sous-jacents traitant exclusivement de l'économie sociale. *L'organisation sociale* contient les différents groupes d'acteurs oeuvrant au sein de l'économie sociale. À l'intérieur du thème *action sociale et activité sociale*, on retrouve la liste des thèmes traités par l'économie sociale comprenant entre autres les thématiques couvertes par l'ARUC. Quant à la section *évaluation*, on identifie des thématiques de l'économie sociale couvertes par l'évaluation. Enfin, *l'environnement économique et social* se définit par des grands thèmes qui permettent de situer l'économie sociale dans son contexte.

Tableau 3 : Les catégories classées selon les thèmes généraux

Économie sociale	Organisation sociale	Action sociale et activité sociale	Évaluation	Env. économique et social
comparaison internationale	association	bénévolat	développement local	actualité sociale
débat	coopérative	commerce équitable	développement régional	coopération
économie sociale	entreprise sociale	communauté autochtone	économie sociale	financement
éthique	OSBL	communauté culturelle	emploi et insertion	mondialisation
formation	syndicat	développement durable	évaluation	pauvreté
loi		dév. économique communautaire	indice de sécurité personnelle	santé
nouvelle économie sociale		développement local	intégration sociale	
programme de soutien		développement régional	organisations	
secteur à but non lucratif		développement rural	partenariat	
tiers secteur		emploi et insertion	programme socio-économique	
		femme	projet/finance	
		famille	santé	
		logement		
		tourisme et loisir		
		service aux personnes		

Ces categories ont été dans un premier temps définies à partir des thèmes traités par les différents Chantiers d'activités partenariales (CAP) de l'ARUC. Ces thématiques étant arbitraires, d'autres thèmes ont été identifiés et rajoutés par la suite à partir des résultats des recherches sur Internet et d'autres modes de collectes de données (entrevues, groupe de discussion...). En effet, les divers sujets traités par les auteurs des sites trouvés et par les interrogés ont permis d'enrichir et d'adapter la recherche en cours de route. Pour les entrées de niveaux 2 (documents sous-jacents), les informations sont classées suivant les caractéristiques suivantes : la base de données correspond à un ensemble de données reliées entre elles et directement accessible, la bibliographie fait référence à un répertoire d'écrits et titres d'ouvrages relatifs à un sujet donné et non consultable en ligne : la revue est une publication périodique qui contient des essais, des comptes-rendus, des articles scientifiques, généralement en ligne, la table des matières renvoie à une énumération de chapitres ou à un plan d'un écrit, le forum est un lieu, une réunion, un espace sur Internet, où l'on débat d'un sujet et les textes et articles de presse sont des écrits consultables en ligne.

Organisme

Cette colonne comprend le nom de l'initiateur du site ou de l'auteur du document.

Initiateur du site selon les secteurs

Le *secteur public* regroupe l'ensemble des entreprises, activités dans lesquelles l'État a une influence prépondérante, contrairement au *secteur privé*, qui lui regroupent les entreprises et activités privées et où le rôle de l'État est pratiquement nul. Le *secteur parapublic*, quant à lui, est influencé de manière partagée entre l'État et le secteur privé. Les *sources universitaires* correspondent au secteur de l'enseignement et de la recherche, aux écrits émanant des chercheurs. Les organismes sans but lucratif (OSBL) font référence aux organisations dont les profits sont réinvestis pour la collectivité.

Forme

La grande majorité des documents fait référence à un site Internet.

Lien direct

À partir de cette colonne, on peut accéder directement sur le site ou le document en cliquant sur le lien Internet.

Niveaux des sites

Le niveau 1 signifie que l'on accède à une « Home page », la page d'accueil d'un site. Le niveau 2 renvoie aux documents sous-jacents que l'on retrouve dans les sites Internet répertoriés.

Période de mise à jour

Il est important de signaler la mise à jour du site recensé pour se donner une idée du renouvellement des informations à l'intérieur de celui-ci. Cette entrée est utile pour celui qui va mettre le système d'information en œuvre et qui en assure la mise à jour de façon adéquate.

Classement OCDE (<http://info.uibk.ac.at/info/oecd-macroth/>)

Le thésaurus est un répertoire alphabétique de termes normalisés pour l'analyse du contenu et le classement des documents d'informations. Le choix de l'utilisation du thésaurus de l'OCDE s'est effectué à partir de sa gratuité, du multilinguisme et par la présence de mots clés couvrant l'environnement socio-économique.

Description

Pour le niveau 1 (page d'accueil), le site est décrit selon son mandat, ses objectifs, son contenu. Pour le niveau 2 (documents sous-jacents), le contenu est décrit à travers un bref résumé.

Pertinence

La pertinence 1 signifie que le contenu est directement relié à l'économie sociale. La pertinence 2 signifie que le contenu contribue à l'explication et à l'analyse de l'économie sociale. Enfin, le degré 0 signifie que le contenu est considéré non pertinent.

Échelles

La classification s'est effectuée selon trois niveaux d'échelles : macro, méso, et micro. L'échelle macro se définit comme tout ce qui a trait à l'étude de systèmes, de phénomènes et de relations à un niveau global. L'échelle micro est relative à l'étude d'activité, de projet, de comportement de groupe ou d'individu à un niveau local. L'échelle méso se situe à l'interface des deux autres, en est à priori l'intermédiaire.

Régions (<http://www.getty.edu/research/tools/vocabulary/tgn/index.html>)

Pour classer les régions, nous avons eu recours au « thésaurus of Geographic Names ». Elles sont classées de la manière suivante : CONTINENT> Pays>Régions>Ville. Il arrive toutefois que l'information soit de l'ordre de l'international : on inscrit alors : INTERNATIONAL.

Études de cas

De manière à bien mettre en évidence les expériences et leurs analyses, nous avons fait le choix d'inscrire dans une colonne spécifique les études de cas.

3.2 Résultats des recherches Internet

Ces recherches dressent un portrait des sites Internet à travers le monde, surtout francophone, traitant de l'économie sociale (pertinence 1) et des sites aidant à situer les thèmes de l'économie sociale dans un contexte général ou sectoriel (pertinence 2). Cette représentation globale permet de connaître les outils que les pays, les provinces, les régions et/ou localités possèdent en matière de système d'information et d'évaluation en économie sociale. Cette recherche permet aussi de connaître les manques en cette matière.

3.2.1 Bilan des sites Internet (Tableau I, p. 17)

Au total, 256 sites Internet sont jugés pertinents pour constituer un système d'information et d'évaluation en économie sociale. Pour les deux tiers d'entre eux, un organisme sans but lucratif est l'initiateur du site. De plus, 108 de ces sites sont de pertinence 1 : c'est-à-dire qu'ils traitent de l'économie sociale. La majorité de ces sites (219) traitent l'information à l'échelle macro-économique et c'est en Europe qu'il existe le plus grand choix de sites.

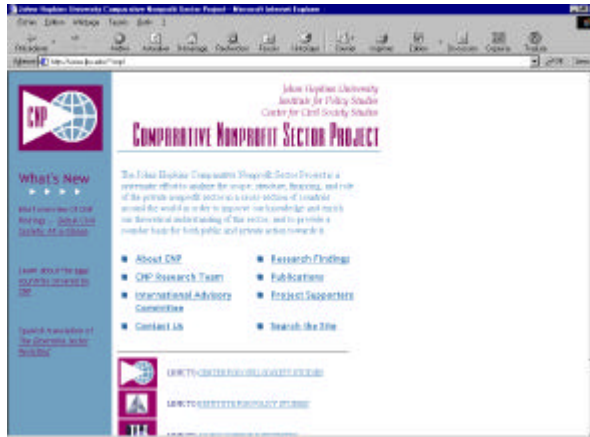
- *INSERTION DU BILAN DES SITES INTERNET NIVEAU I*

Économie sociale

Notons que 47 sites Internet traitent essentiellement de l'économie sociale. Deux sites en Belgique présentent un contenu particulièrement intéressant : « Econosoc » et « La cellule de l'économie sociale ». Le premier est en quelque sorte un centre de services virtuels pour l'acteur, le partenaire, l'observateur et le citoyen de l'économie sociale dans lequel sont exposées des informations utiles pour chaque type d'intervenant. À titre d'exemple, les travailleurs dans les bureaux de placement peuvent accéder à un annuaire des entreprises sociales et les chercheurs ont la possibilité de consulter des documents traitant de problématiques liées à l'économie sociale en faisant une recherche par mots clés. Le deuxième site est gouvernemental, et s'incline plutôt vers des données macro-économiques de l'économie sociale comme par exemple, les textes intégraux des politiques fédérales sont présentés. Enfin, ces deux sites de la Belgique divulguent des informations complémentaires en économie sociale.



Puis, les secteurs à but non lucratif et le tiers secteur sont des domaines couverts sur Internet puisque respectivement une dizaine de sites y sont dédiés. Notamment, des sites comme « The Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project » (<http://www.jhu.edu/~cnp/>) et « Le Centre canadien de la philanthropie » (<http://www.ccp.ca/index.html>), sont incontournables puisque la quantité d'information accessible dans ces bases de données est notable.



Organisation sociale

Selon notre recherche, les sites dont le sujet principal est la coopérative correspondent à l'organisation sociale la plus couverte sur Internet. Le Secrétariat aux coopératives détient probablement le site canadien le plus complet au sujet des coopératives. À cet égard, il comprend un portail impressionnant de liens avec les autres sites Internet traitant des coopératives aux échelles nationales. (<http://www.agr.ca/policy/coop/accueil.html>).



Action sociale et activité sociale

Le bénévolat, le développement durable, le développement économique communautaire et l'emploi et insertion sont les thèmes de l'économie sociale qui reviennent le plus souvent sur Internet. Toutefois, la thématique de l'emploi et insertion se distingue des autres par le fait que sept des treize sites Internet font aussi une place à l'économie sociale. Le site Internet du Comité national des entreprises d'insertion en France est un bon exemple (<http://www.cnei.org/>). Il est intéressant du fait qu'il concède une place importante au réseau entre les différentes institutions publiques et parapubliques.



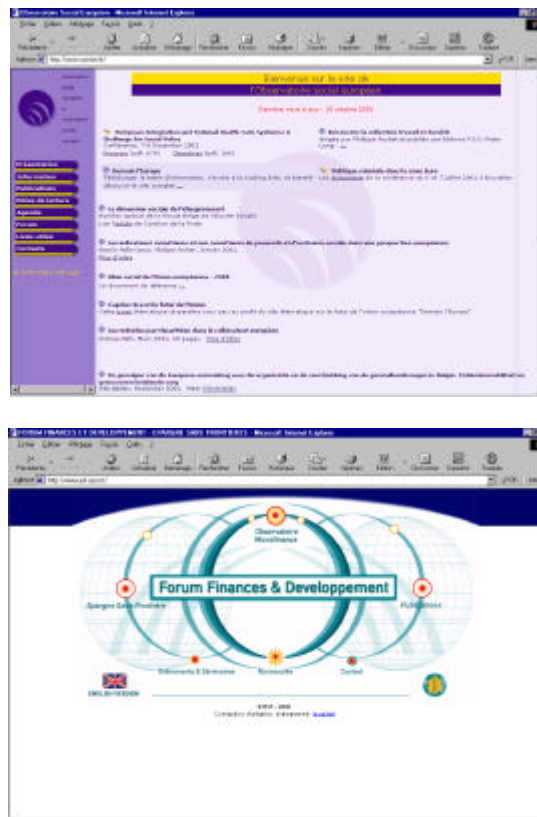
Évaluation

De toute évidence, il n'existe aucun site Internet dédié à l'évaluation en économie sociale. Il existe plutôt des sites généraux sur l'évaluation et l'accès à l'information se rapportant à l'économie sociale est complexe. Il faut parfois être membre de l'organisme pour avoir accès aux différents rapports d'évaluation. C'est le cas de la Société canadienne d'évaluation. Cette société possède un site Internet qui est intéressant à consulter du fait qu'il donne accès aux sociétés régionales d'évaluation, et c'est dans les hyperliens des sites régionaux qu'il est possible de consulter des informations se rapportant aux thématiques de l'économie sociale. À titre d'exemple, la société canadienne d'évaluation pour la province de l'Ontario offre le lien du Centre de recherche et d'évaluation en soins à domicile. La Société canadienne d'évaluation attire aussi notre attention par l'annonce de leur position face à un projet de coopération internationale. Pendant que les participants au colloque international sur l'économie solidaire à Québec s'interrogent sur cette possibilité d'avoir un secrétariat international pour l'économie sociale et solidaire, la Société canadienne d'évaluation appuie la création d'une organisation internationale pour la coopération en évaluation (<http://www.evaluationcanada.ca/>).



Environnement économique et social

Plusieurs sites européens sont consacrés à l'actualité sociale d'un pays en particulier ou de l'Europe. À ce titre, l'Observatoire social européen est tout à fait pertinent puisqu'on y trouve de l'information sur les indicateurs sociaux qui rejoignent tout à fait l'économie sociale. En octobre 2001, on peut consulter ce texte : « Les indicateurs monétaires et non monétaires de pauvreté et d'exclusion sociale dans une perspective européenne » (<http://www.ose.be/fr/>). Pour le Canada, deux sites existent mais à notre connaissance, aucun site québécois est consacré à l'actualité sociale. Le financement est aussi un thème couvert sur Internet dont six des neuf sites Internet répertoriés traitent aussi de l'économie sociale. Le financement est l'une des priorités en économie sociale. En ce sens, certains sites Internet accordent une importance au micro financement et c'est le cas du Forum Finances et Développement de la France (<http://www.esf.asso.fr/>).



3.2.2 Bilan des documents Internet sous-jacents (Tableau II, p. 22)

La majorité des 256 sites Internet ont été fouillés afin d'en dégager des documents sous-jacents pertinents classés dans le tableau II. Au total, 424 documents sont jugés pertinents pour commencer à constituer un système d'information et d'évaluation en économie sociale. Pour près de la moitié des documents, une personne provenant du milieu universitaire en est l'auteur et 300 textes composent cette banque de documents. De plus, 70% de l'information est de pertinence 1 : c'est-à-dire qu'elle traite de l'économie sociale. À l'image des sites Internet, c'est à l'échelle macro-économique que les documents traitent de l'économie sociale et des domaines reliés à celle-ci et c'est en Europe que l'on retrouve le plus grand nombre de documents (174).

- *INSERTION DU TABLEAU II (DOCUMENTS SOUS-JACENTS)*

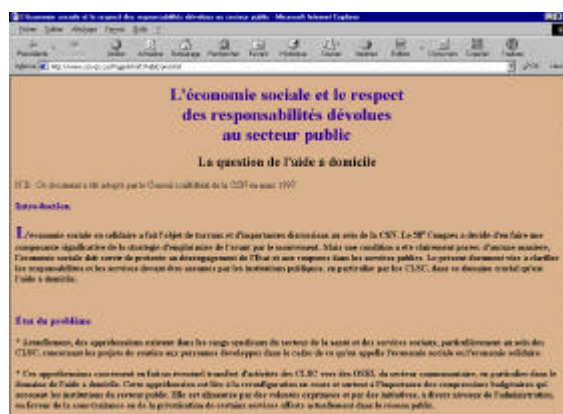
Documents sous-jacents en Économie sociale

Notons que 71 documents traitent exclusivement de l'économie sociale et dix-neuf bases de données sont consacrées à l'économie sociale. Rappelons qu'une banque de textes ou des documents contenant des statistiques sur l'économie sociale sont classés comme une base de données. À cet égard, la Place Publique et le Cidem (Civisme et démocratie) se sont associés pour ouvrir un espace thématique évolutif dédié à l'économie sociale et solidaire : portraits de ses fondateurs, interviews de certains de ses acteurs, zooms sur quelques initiatives, informations pratiques et pédagogiques (<http://www.place-publique.fr/esp/ecosol/index.html>).



Documents sous-jacents en Organisation sociale

Dans la catégorie des syndicats, neuf des treize documents mettent en lien le milieu syndical et l'économie sociale. C'est le cas du texte sur la question de l'aide à domicile intitulé : « L'économie sociale et le respect des responsabilités dévolues au secteur public » (<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml7/AideDom.html>).



Documents sous-jacents en Action sociale et activité sociale

Comme pour les sites Internet de niveau 1, l'emploi et l'insertion demeure un sujet fortement exploité (60 documents sous-jacents).

Documents sous-jacents en Evaluation

Sur les 256 sites, nous n'avons trouve que cinq textes consacres a l'evaluation en economie sociale. (http://www.econosoc.org/alter_echos/numeros/n74/article_74-3.htm)



Documents sous-jacents en Environnement economique et social

Pour cette categorie, ce sont les textes qui traitent du financement qui sont le plus nombreux. De plus, ils traitent tous de l'economie sociale : le micro-credit est un sujet qui revient souvent dans ces documents (http://www.globenet.org/horizon-local/ada/9731.html).



3.2.3 Bilan des sites Internet au Quebec (Tableau III, p. 25)

Au total, 65 sites Internet sont juges pertinents pour commencer a constituer un systeme d'information et d'evaluation en economie sociale. Pour la moitie d'entre eux, un organisme sans but lucratif est l'initiateur du site. De plus, 31 de ces sites sont de pertinence 1 : c'est-a-dire qu'ils traitent de l'economie sociale. La majorite de ces sites (44) traitent l'information a l'echelle macro-economique.

*INSERTION DU TABLEAU BILAN DES SITES INTERNET POUR LE QUÉBEC
(NIVEAU I)*

Économie sociale au Québec

Selon la recherche, on compte 10 sites Internet consacrés essentiellement à l'économie sociale :

1) **ARUC** (Alliance de Recherche Université-Communautés, UQÀM)

- Il est possible de consulter les cahiers d'information, publiés par le Chantier de l'Économie sociale, esquissant un portrait général mais surtout sectoriel de l'Économie sociale au Québec. Les publications de l'ARUC sont accessibles en ligne;
- Les thématiques correspondent aux neuf chantiers d'actions partenariales (CAP) de l'Alliance. Or, certains secteurs et certaines thématiques de l'Économie sociale ne sont pas couverts dans ce site Internet, à titre d'exemple, les femmes et l'Économie sociale;
- L'un des neuf CAP de l'ARUC est celui de l'Évaluation et Système d'information. À l'intérieur de ce site, on consulte la description et la liste des partenaires impliqués dans les projets réalisés ou en cours de ce Chantier. Le présent projet d'observatoire cherche à bonifier substantiellement l'apport du CAP-Évaluation et Système d'information à la connaissance théorique et empirique de l'Économie sociale au Québec et ailleurs, tel que le mandat lui en a été confié à l'intérieur de l'ARUC-Économie sociale;
- Liste d'hyperliens avec des centres de recherche et autres sites d'intérêt et pertinents;
- Il est possible de consulter la liste des partenaires de l'ARUC et d'accéder à leurs sites par les hyperliens.

2) **ESSBE** (L'Équipe Économie Sociale, Santé et Bien-être, UQÀM)

- Plusieurs secteurs de l'Économie sociale ne sont pas couverts par ce site Internet, ce dernier étant essentiellement de nature thématique et sectorielle. Les axes de recherche concernent les nouveaux modèles de développement, les services aux personnes, le logement social ainsi que l'insertion sociale et professionnelle;
- Liste des publications produites, toutefois la majorité des textes ne sont pas accessibles en ligne.

3) **CRISES** (Centre de Rech. sur les Innovations Soc. ds l'Économ. Soc., les Entreprises et les Syndic., UQÀM)

- Plusieurs secteurs de l'Économie sociale ne sont pas couverts par le centre de recherche selon les informations contenues à l'intérieur de son site Internet. Les axes de recherche du Centre visent les innovations dans le travail et l'emploi, les innovations et leurs rapports au territoire, les innovations et leurs rapports de consommation;
- Liste des textes accessibles en ligne;
- Moteur de recherche seulement pour les publications et les autres textes issus des recherches produites au CRISES.

4) **GÉRIS** (Groupe d'Étude et de Recherche en Intervention Sociale, UQÀH)

- Plusieurs secteurs de l'Économie sociale ne sont pas couverts dans ce site Internet. Les axes de recherche sont, entre autres, la prévention, l'insertion et le développement local;
- Les publications ne sont pas accessibles en ligne. On peut toutefois remplir un bon de commande en ligne.

5) **CIRIEC** (Centre Interdisciplinaire de Recherche et d'Information sur les entreprises collectives, UQÀM)

1. La revue « Économie et Solidarités » contient de l'information générale sur l'Économie sociale : son contenu porte sur les caractéristiques de l'Économie sociale, son rôle comme agent de développement socio-économique, sa gestion, les secteurs d'activité où l'Économie sociale est présente ainsi que l'analyse comparative internationale de l'émergence et du développement de l'Économie sociale. L'abonnement à cette revue est nécessaire;
2. L'Économie sociale est traitée dans un contexte international et les recherches sont surtout axées sur les entreprises collectives;
3. Liens sur l'Économie sociale et l'économie publique, présentés par pays;
4. Il est possible de consulter la liste des partenaires du CIRIEC et d'accéder à leurs sites par les hyperliens.

6) **Projet de Coopération France-Québec en Économie Sociale et Solidaire***, UQÀM

* Le dépôt du rapport final aux Premiers ministres Lionel Jospin et Bernard Landry met fin au projet de coopération.

- Information générale sur l'Économie sociale mais sans portrait statistique;
- Possibilité de consulter les rapports dans lesquels les institutions impliquées formulent des recommandations visant la consolidation et le développement de l'Économie sociale et solidaire;
- Il est possible de consulter la liste des partenaires et accéder à leurs sites par les hyperliens.

7) **Comité aviseur de l'Action Communautaire***

* Ce site invite les acteurs à participer. La formule d'un forum est présentement en construction.

- La seule thématique couverte par ce site est celle de l'Action Communautaire;
- L'annuaire correspond à la liste des organismes oeuvrant au niveau de l'Action Communautaire ainsi que les principaux regroupements sectoriels et multisectoriels.

8) CSMO-Économie sociale et Action communautaire*

*À venir : un observatoire de la main-d'œuvre et de l'emploi dans le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire au Québec.

- Diverses publications sur l'Économie sociale sont disponibles moyennant des frais, elles ne sont pas accessibles en ligne;
- L'Économie sociale telle que couverte par le CSMO concernent le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi sur une base sectorielle, selon le mandat dévolu à cet organisme;
- Un projet d'observatoire est prévu selon un volet « sectoriel-régional ». Cet observatoire viserait à développer une meilleure connaissance de l'évolution de l'Économie sociale et de l'Action communautaire au niveau local et régional et dans une perspective touchant le développement de la main-d'œuvre. À cet égard, un projet-pilote est actuellement en cours dans la région de la Mauricie;
- Certaines publications concernant l'évaluation de l'Économie sociale sont disponibles mais elles doivent être commandées et ne sont pas accessibles en ligne;
- Liste de publications à vendre;
- Projet de bottin à venir;
- Moteur de recherche donnant accès à des informations concernant le soutien au développement de la main-d'œuvre et la formation.

9) Groupe d'Économie solidaire du Québec

- On retrouve des informations générales sur l'Économie sociale. Celle-ci est surtout présentée selon une perspective de coopération Nord-Sud;
- La thématique de l'Économie sociale est axée sur la coopération internationale;
- On retrouve une dizaine d'hyperliens vers les principaux sites d'Économie sociale et solidaire à travers le monde.

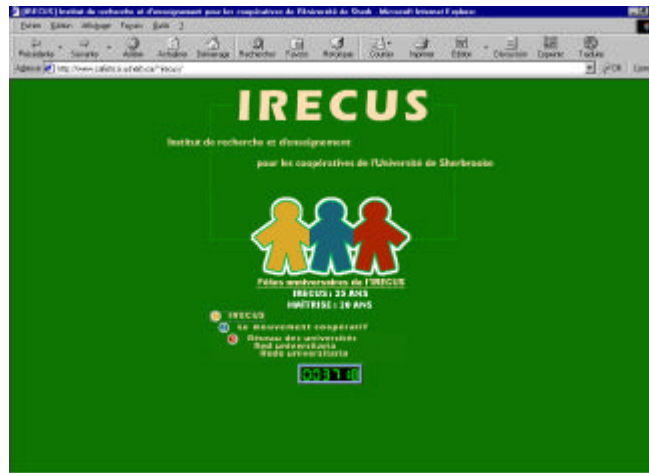
10) Ministère de l'emploi et de la solidarité du Québec

- On y retrouve certains portraits statistiques concernant quelques thématiques connexes à l'Économie sociale, telles que la pauvreté et l'emploi.
- Le contenu touche surtout la problématique de l'emploi qui est la principale thématique couverte par ce site gouvernemental.
- Des publications sont accessibles en ligne. Elles visent surtout des thématiques reliées à l'Économie sociale et l'emploi.
- L'utilisation du mot-clé « économie sociale » dans le moteur de recherche de ce site donne accès à seulement trois documents de pertinence de moins de 40%.

Organisation sociale au Québec

La coopérative demeure un sujet fortement exploité sur Internet au Québec et le site Internet de l'Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke est particulièrement intéressant pour le Québec puisqu'il constitue une mine d'information utile sur la législation, les statistiques et donne des portraits québécois, etc.

[\(http://www.callisto.si.usherb.ca/~irecus/\)](http://www.callisto.si.usherb.ca/~irecus/).



Action sociale et activité sociale au Québec

On note l'absence de site québécois sur le commerce équitable.

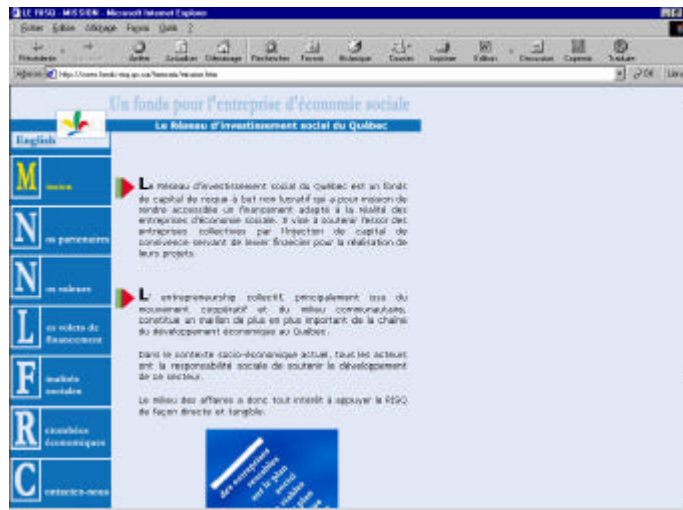
Évaluation au Québec

Un seul site québécois existe en évaluation et c'est celui de la Société québécoise d'évaluation de programme mais qui ne contient pas d'information spécifique à l'économie sociale [\(http://www.sqep.ca/index.html\)](http://www.sqep.ca/index.html).



Environnement économique et social au Québec

Un site Internet consacré au financement de l'économie sociale au Québec existe et c'est celui du *Fonds pour l'entraide d'économie sociale* (www.fonds-risq.gc.ca/).



3.2.4 Bilan des documents sous-jacents au Québec (Tableau IV, p. 31)

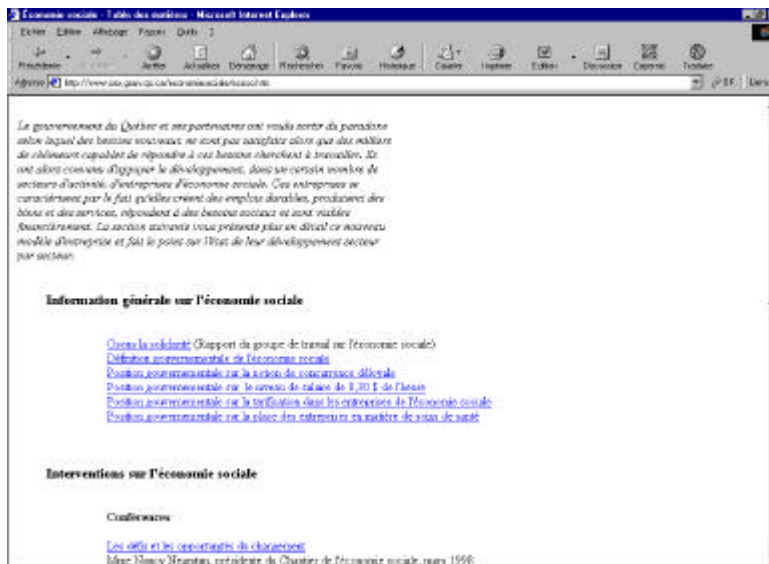
La majorité des 65 sites Internet québécois ont été fouillés afin d'en dégager les documents sous-jacents classés dans le tableau IV. Au total, 149 documents sont jugés pertinents. Pour les deux tiers des documents, une personne provenant du milieu universitaire en est l'auteur et 122 textes composent cette banque de documents. De plus, 80% de l'information est de pertinence 1 : c'est-à-dire qu'elle traite de l'économie sociale. À l'image des sites Internet, c'est à l'échelle macro-économique que les documents traitent de l'économie sociale ou des domaines reliés à celle-ci.

INSERTION DU BILAN DES DOCUMENTS SOUS-JACENTS AU QUÉBEC

Documents sous-jacents en Économie sociale au Québec

Dans cette catégorie, on retient que ce sont les universitaires écrivains le plus sur l'économie sociale et généralement le sujet est abordé à l'échelle macro-économique.

<http://www.cex.gouv.qc.ca/economiesociale/ecoso.htm>



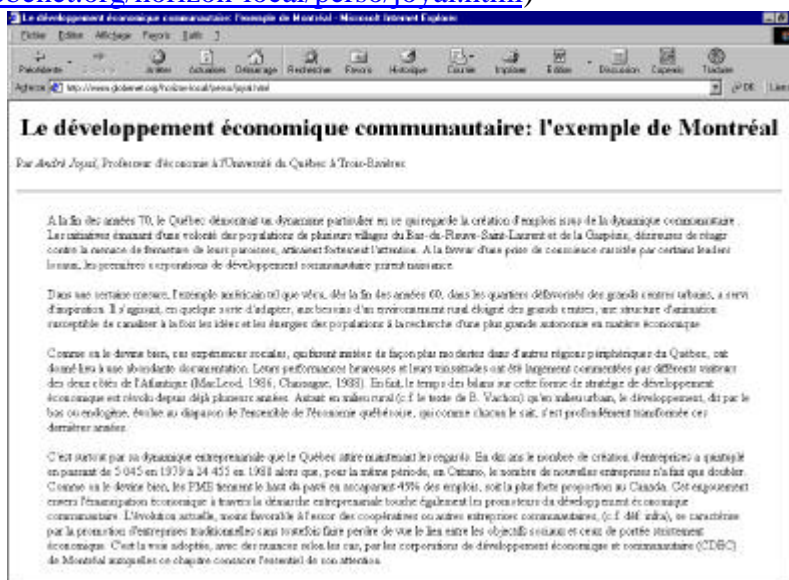
Documents sous-jacents en Organisation sociale au Québec

Une fois de plus, la coopérative demeure un sujet populaire auprès des Québécois.

Documents sous-jacents en Action sociale et activité sociale au Québec

L'emploi et l'insertion ainsi que le développement économique communautaire sont les deux thématiques sur lesquelles on retrouve le plus de documents.

<http://www.globenet.org/horizon-local/perso/joyal.html>



Documents sous-jacents en Évaluation au Québec

Seulement trois documents traitent de l'évaluation en économie sociale et il est à noter que ces textes dénoncent la plupart du temps les lacunes en matières d'évaluation. À titre d'exemple, prenons le cas de l'office des personnes handicapées du Québec :

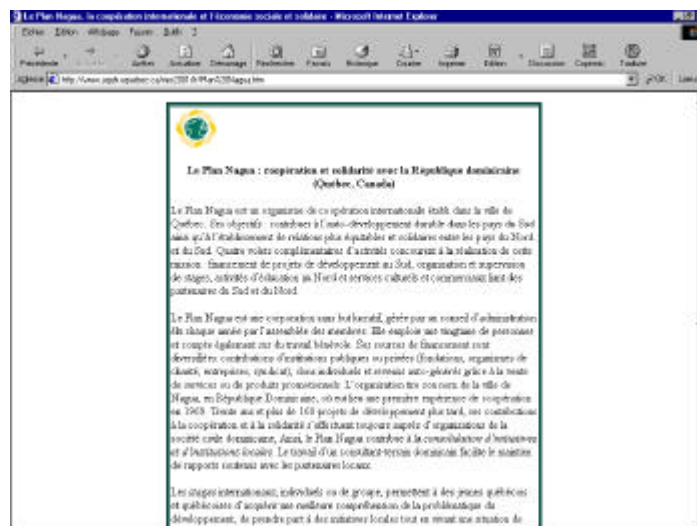
« Il existe actuellement peu de données pour réaliser une évaluation précise et continue de l'intégration sociale des personnes handicapées. Devant cette importante lacune, le gouvernement du Québec a confié à l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) le rôle d'évaluer la situation de cette intégration, au Québec. Le *Programme d'évaluation de l'intégration sociale des personnes handicapées* a un mandat très différent de celui qui consiste habituellement à évaluer une technologie ou un programme particulier. »

(http://www.ophq.gouv.qc.ca/Recherche/D_Evaluation.htm#)

Documents sous-jacents en Environnement économique et social au Québec

Le financement et la coopération sont les deux principaux sujets de cette catégorie.

(www.uqah.quebec.ca/ries2001/fr/Plan%20Nagua.htm).



Le premier constat de cette recherche Internet est la présence accrue de certaines thématiques par rapport à d'autres. A titre d'exemple, l'emploi et insertion est un thème très couvert sur la toile. Le manque d'informations concernant les méthodes et les outils d'évaluation des organisations d'économie sociale se fait aussi ressentir. Le second constat repose sur les sources. Les informations proviennent majoritairement du secteur public, des organismes sans but lucratif et des universités. Enfin, du point de vue de l'échelle, on peut constater que l'information est généralement traitée au niveau macro-économique. Les études de cas se font assez rares. Au Québec, de nombreux sites concernant des secteurs et des organisations de l'économie sociale sont présents mais il n'existe pas encore de site qui les rassemble. Ces pourquoi, aux vues de ces résultats et étant donné l'information pertinente que l'on retrouve sur la toile, il serait intéressant de créer un système d'information et d'évaluation en économie sociale qui aurait pour vocation de réunir les informations déjà disponibles et susciter la mise en ligne d'informations utiles pour tous. Toutefois, la participation des acteurs en ce qui concerne le don et le partage de l'information est essentielle.

Conclusion

En conclusion, il s'avère pertinent et utile de construire un système d'information et d'évaluation en économie sociale au Québec pour plusieurs raisons. Les acteurs de l'économie sociale expriment le besoin urgent d'avoir facilement accès à un outil qui leur permette d'accéder à des instruments d'évaluation de projets en économie sociale. Néanmoins, il semble que l'évaluation ne soit pas le seul besoin urgent. En effet, une autre priorité se fait ressentir. Elle repose sur l'accès à des données sur l'économie sociale et son environnement, tant quantitatives que qualitatives, qui permettrait d'esquisser un portrait de la réalité de ce secteur. En effet, la perte de temps à chercher l'information sur le net se fait ressentir. L'information n'est ni regroupée, ni synthétisée. Les acteurs demandent de l'information pertinente, utile pour leurs actions et qui plus est, soit claire, précise et concise.

De plus, le milieu universitaire et les acteurs mesurent l'importance d'une mise en réseau de l'information afin de rompre l'isolement et d'être au courant des autres actions menées. Enfin, il faut faire connaître davantage l'économie sociale pour que les gens confus avec les différents concepts et indicateurs sociaux utilisés soient éclairés et comprennent mieux les enjeux qui gravitent autour de l'économie sociale.

Pour susciter l'intérêt des intervenants à participer à la réussite de cet outil, le site Internet doit répondre essentiellement à ces trois questions :

- 1) Qu'est-ce que l'économie sociale et ses composantes?
- 2) Quel est le portrait de l'économie sociale au Québec?
- 3) Comment évalue-t-on un projet en économie sociale?

Le document intitulé « Portail de l'économie sociale au Québec : un concept de système d'information et d'évaluation » présente un prototype de système d'information. Cette proposition devrait permettre d'amorcer une discussion plus approfondie sur la création d'un tel outil.

Bibliographie

ARUC. *Compte-rendu Symposium sur l'évaluation en économie social. Vendredi 2 mars 2001.* 14 pages

Chantier de l'économie sociale. *De nouveau, nous osons... Document de positionnement stratégique.* Janvier 2001. 56 pages.

Favreau Louis, Rollin Joanie. Observatoire régional en économie sociale. Proposition. Août 2001. 13 pages

Gouvernement du Québec, ministère des Régions. *Conjuguer l'économie et le social, document d'information à l'intention des centres locaux de développement.* 1998.

Lachance Éline, Plamondon Christiane. *L'évaluation en milieu communautaire : expériences pertinentes, outil stratégique, enjeux politiques.* Université du Québec à Montréal le 6 avril 2001. Actes du colloque. 40 pages.

Moreau Antoine. *Projet de développement d'indicateurs de l'économie sociale.* Rapport. Septembre 1998. CSMO de l'économie sociale et de l'action communautaire. 48 pages.

Moreau Antoine. *L'économie sociale et solidaire en Europe et dans les Amériques.* CSMO de l'économie sociale et de l'action communautaire. 2001.

Neamtan Nancy. *Économie sociale et évaluation, état du dossier au Québec.* Document présenté au forum sur l'innovation sociale de l'OCDE. Septembre 2001. ARUC. 25 pages.

Annexe I : Les mots-clés à ajouter au Thésaurus de l'OCDE

A

ACCÈS – ACTEUR - ACTEUR SOCIAL - ACTEURS SOCIAUX - ACTION COMMUNAUTAIRE - ACTION SOCIALE - ACTUALITÉ SOCIALE – AIDE - AIDE À DOMICILE – ALLOCATION – AMÉLIORATION - ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE - - AUTOCHTONES - AVANTAGES COMPARATIFS

B

BANQUE DU TEMPS - BIEN-ÊTRE

C

CEDEC - CENTRE DE SANTÉ - CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT - CENTRE LOCAL DE SERVICES - CENTRE LOCAL DE SERVICE COMMUNAUTAIRE – CHRONIQUE – CLD - CLSC

COHÉSION SOCIALE – COLLOQUE - COMMERCE ÉQUITABLE - COMMUNAUTÉ CULTURELLE – COMMUNIQUÉ - COMPARAISON INTERNATIONALE – CONCEPT – CONCERTATION – CONSULTATION - CONTEXTE INSTITUTIONNEL - CONTRAT SOCIAL – COOPÉRATION - COOPÉRATIVE FINANCIÈRE - CRÉATION

D

DÉBAT – DÉCIDEURS – DÉCRET - DÉMARCHE PROSPECTIVE - DÉMOCRATISATION – ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

DÉVELOPPEMENT LOCAL - DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – DIFFUSION - DYNAMIQUE

E

ÉCHANGE - ÉCHANGE ÉCONOMIQUE – ÉCONOMIE - ÉCONOMIE DES GRANDEURS - ÉCONOMIE FAMILIALE - ÉCONOMIE INFORMELLE - ÉCONOMIE PLURIELLE - ÉCONOMIE SOCIALE - ÉCONOMIE SOLIDAIRE - EMPLOI PRÉCAIRE – EMPOWERMENT – ENTRAIDE - ENTREPRENEUR

ENTREPRISE - ENTREPRISE ALTERNATIVE - ENTREPRISE COLLECTIVE - ENTREPRISE DÉMOCRATIQUE - ENTREPRISE D'INSERTION - ENTREPRISE MARCHANDE - ENTREPRISE SOLIDAIRE - ENVIRONNEMENT SOCIAL - ÉPARGNE ÉTHIQUE - ÉTUDE DE CAS - ÉVALUATION DES SERVICES – EXCLUSION - EXCLUSION SOCIALE

F

FINANCE – FONCTIONNEMENT – FONDATION - FOND DE DÉVELOPPEMENT – FOND STRUCTUREL - FORME ORGANISATIONNELLE

G

GARANTIE SOLIDAIRE - GESTION DÉMOCRATIQUE – GLOBAL – GOUVERNANCE - GOUVERNANCE RÉGIONALE

H

HABITAT - HABITAT POPULAIRE - HÉBERGEMENT - HOLDING

I

IMMOBILIER - INDICE DE SÉCURITÉ PERSONNELLE - INDUSTRIES PRIMAIRES - INÉGALITÉ

INFRASTRUCTURE – INITIATIVE - INITIATIVE LOCALE - INITIATIVE PRATIQUE -

INNOVATIONS ORGANISATIONNELLES – INSERTION - INSTANCE LOCALE –

INSTITUTION - INTERACTION COMMUNAUTAIRE - INTÉRÊT COLLECTIF - INTÉRÊT COMMUN - INTÉRÊT GÉNÉRAL -

INTÉRÊT INDIVIDUEL - INTÉRÊT PUBLIC – INTERNET – INTERVENANT - INTERVENANT COMMUNAUTAIRE - INTERVENTION COMMUNAUTAIRE - ISP

J

JURIDIQUE

L

LOCAL - LOGEMENT SOCIAL - LOGEMENT POPULAIRE - LOGIQUE D'ACTION - LOI - LUTTE

M

METHODES - MILIEU - MOBILISATION SOCIALE - MODE D'ECHANGE - MODELE DE DEVELOPPEMENT - MODELE DE SOCIETE - MODERNISATION SOCIALE - MONDE ASSOCIATIF

MONDIALISATION - MONOGRAPHIE SECTORIELLE - MOUVEMENT ASSOCIATIF - MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE - MULTIMEDIA - MUTUELLE

N

NEGOCIATION - NOUVELLE ECONOMIE SOCIALE - NOUVELLE ECONOMIE MIXTE NOUVELLE FORME DE REGULATION ECONOMIQUE - NOUVELLE GOUVERNANCE

O

ONG - ORGANISATION - ORGANISATION COMMUNAUTAIRE - ORGANISATION SYNDICALE

ORGANISME A BUT NON LUCRATIF - ORGANISME NATIONAL AUTONOME

P

PARTENARIAT - PARTENAIRES SOCIAUX - PARTICIPATION - PENSEE CRITIQUE - PENSION

PERSONNE - PLAN STRATEGIQUE - PME - POLITIQUE PUBLIQUE - POLITIQUE SUR LA VILLE -

POUVOIR PUBLIC - PRATIQUE SOLIDAIRE - PROCESSUS D'AUTO-ORGANISATION -

PROFESSIONNEL - PROGRAMME D'AIDE - PROGRAMME DE SANTE - PROGRAMME DE SOUTIEN

PROGRAMME SOCIO-ECONOMIQUE - PROGRES - PROJET - PROJET DE SOCIETE - PROMOTEUR -

PROSPECTIVE - PROXIMITE

Q

QUARTIER POPULAIRE

R

REDUCTION - REGULATION ECONOMIQUE - REINSERTION - RELATION - RESEAUX - RESSOURCE - RESSOURCES HUMAINES - REVITALISATION ECONOMIQUE -

REVITALISATION SOCIALE

S

SANTE DES FEMMES - SAVOIR - SAVOIR SCIENTIFIQUE - SECTEUR FINANCIER -

SERVICE AUX PERSONNES - SERVICE COLLECTIF - SERVICE DE PROXIMITE - SOCIETE A BUT NON LUCRATIF -

SOCIETE CIVILE - SOCIOLOGIE FRANÇAISE - SOINS DE SANTE - SOLIDARITE -

SOLIDARITE INTERNATIONALE - SOLIDE - SOUTIEN ECONOMIQUE - STRATEGIE -

STRUCTURE JURIDIQUE

SYMPSUIM - SYNTHÈSE - SYSTEME D'ECHANGE LOCAL - SYSTEME DE PRODUCTION

T

TAXE - TERRITOIRE - TIERS SECTEUR - TRAVAIL INFIRMIER

V

VALORISATION - VIE ASSOCIATIVE - VIE EN SOCIETE - VISÉE - VISION